RÉVOLUTION
Tendance Marxiste Internationale

N°43 - Mai 2020
Solidarité : 3€ / Prix : 2€
marxiste.org

TOUS ÉGAUX FACE À LA CRISE ?

NOUS

› Manque de masques
› Manque de tests
› Confinés dans la précarité
› Chair à canon
› Explosion du chômage

EUX

› Les profits d'abord
› Renflouement des grandes compagnies
› Profits records pour les supermarchés

La fiction de « l'union nationale »

Jérôme Métellus
Le 1er mai

Du point de vue de la santé publique, le « plan » de déconfinement présenté par le gouvernement a tout d'une aventure. Il change d'heure en heure – et même de ministre en ministre. Les contradictions et incertitudes s'accumulent. Quant aux moyens humains et matériels mobilisés, ils sont toujours aussi insuffisants. La plupart des scientifiques et des médecins affichent leur scepticisme et leur inquiétude. Même le très servile « Conseil scientifique » désapprouve ce plan. Des semaines durant, le gouvernement s'est abrité derrière ce Conseil ; désormais, il le renvoie à ses éprouvettes.

Du point de vue de la course aux profits, par contre, ce « plan » est cohérent. Il n'a même de sens que de *ce* point de vue. Pour la classe dirigeante et son gouvernement, la course aux profits prime sur tout le reste, y compris sur la santé publique. Leur objectif est donc très clair : relancer au plus vite la machine économique – et les profits qu'elle génère. C'est à cette priorité absolue que le gouvernement subordonne la question du nombre de victimes d'une éventuelle deuxième vague de l'épidémie. Comme nous l'écrivions au lendemain du dernier discours de Macron : *« Ce qui leur importe, c'est que l'afflux de malades n'excède pas trop les capacités du système hospitalier, de façon à ce que le gouvernement ne soit pas contraint de faire marche arrière : un nouveau confinement, cet été, briserait net la relance de l'économie, qui est l'objectif sacré de la bourgeoisie. »*

D'un mensonge à l'autre

Tout le monde a compris, désormais, que la réouverture des établissements scolaires n'a rien à voir avec la lutte contre les « inégalités scolaires » ou « de logement ». En réalité, il s'agit de transformer l'Education nationale en une gigantesque garderie, de façon à renvoyer au travail un maximum de parents.

Lorsque le gouvernement affirme que les parents pourront « choisir » d'envoyer leurs enfants à l'école, il ment, une fois de plus, car dans le même temps il menace les parents de perdre tout ou partie de leurs revenus s'ils ne reprennent pas le travail. A cette pression va s'ajouter celle des patrons et des chefs de service, qui eux aussi menaceront les salariés. Par ailleurs, pour les nombreuses familles confinées dans des appartements trop petits, le « choix » n'est pas réel. A partir du 11 mai, des millions de travailleurs vont donc plonger dans l'angoisse d'un déconfinement chaotique. Comme toujours, les premiers frappés seront les plus pauvres, les plus exploités, les plus opprimés. Ce sont les mêmes qui souffrent le plus de la crise sanitaire et du confinement. Les contradictions de classe balayent la fiction de « l'union nationale ».

Contrôle ouvrier

Depuis le début de cette crise, nous avons publié plusieurs articles sur le programme d'urgence que, selon nous, la gauche et le mouvement ouvrier devraient défendre, dans le contexte actuel (1). Dans ce programme, le « contrôle ouvrier » occupe une place centrale. Par « contrôle ouvrier », on désigne cette situation exceptionnelle au cours de laquelle les travailleurs prennent collectivement le contrôle des opérations de production, dans l'entreprise, et imposent ainsi leur volonté au patron sur toute une série de questions : les conditions de travail, le temps de travail, les rotations, les effectifs, les mesures de sécurité, etc.

Aujourd'hui, le développement du « contrôle ouvrier » est une question de vie ou de mort. Jean-Luc Mélenchon l'a récemment formulé ainsi : *« Aux travailleurs qui vont reprendre le travail, je dis : réunissez-vous sur les lieux de travail pour assurer les conditions sanitaires de la production. »* C'est bien dit. Le mouvement syndical doit donner corps à cette idée, c'est-à-dire *convoquer* ces réunions de salariés et *organiser* le contrôle ouvrier de la production dans un maximum d'entreprises.

Rompre avec le capitalisme !

Il faut prendre toute la mesure de la gravité de la situation. Par exemple, le 22 avril, *Le Figaro* publiait un article intitulé : *Pourquoi un tsunami de licenciements est inévitable*. Son auteur, Marc Landré, expliquait : *« l'Etat (…) ne va pas régler pendant des mois les salaires de plusieurs millions de personnes. Et sans cette perfusion, les entreprises exsangues après des semaines à l'arrêt ou au ralenti n'auront d'autre choix que de licencier. »* En conséquence, *« les suppressions de postes se chiffreront en centaines de milliers, si ce n'est en millions. »*

C'est exact. La récession qui s'engage sera dévastatrice. La gauche et le mouvement ouvrier doivent tirer des conclusions radicales. L'heure n'est plus aux savants « compromis » entre les intérêts du patronat et des salariés. Bien sûr, il faudra toujours lutter pour défendre nos conditions de travail et nos acquis sociaux, dans le cadre du capitalisme. Mais face à la catastrophe économique annoncée (et inévitable), la lutte contre la régression sociale doit être liée à une lutte positive, offensive, pour en finir avec le capitalisme lui-même.

---

1) Lire notamment *COVID-19 : la catastrophe imminente et les moyens de la combattre* et *Discours de Macron : le déconfinement des profits*.

Les réunions en ligne de *Révolution*

Pour participer à nos réunions en ligne, inscrivez-vous sur les événements de la page Facebook de *Révolution*.

Vendredi 1er mai : La philosophie révolutionnaire du marxisme
Vendredi 8 mai : Mai 68
Vendredi 15 mai : L'émancipation des femmes et la lutte des classes

Nos Cercles marxistes ont repris leurs cycles de réunions en ligne. Suivez-les sur Facebook :

Cercle marxiste de Lyon

6 mai : la philosophie marxiste
13 mai : le capitalisme et la santé
20 mai : marxisme vs. stalinisme
27 mai : la théorie économique de Marx

Cercle marxiste de Paris

6 mai :
A quoi ressemblera le socialisme ?

Cercle marxiste de Toulouse

7 mai :
Le matérialisme historique

Cercle marxiste de Marseille

Dates à venir sur la page Facebook

Rejoignez *Révolution* !

Révolution défend les idées du marxisme dans la jeunesse et le mouvement ouvrier. Dans notre journal, nos brochures, nos livres et sur notre site internet, nous nous efforçons de démontrer l'actualité et la vitalité des idées du socialisme révolutionnaire. Nous organisons régulièrement des réunions publiques sur des thèmes théoriques ou d'actualité, notamment sur les universités de Paris, Toulouse, Lyon et Marseille.

Nous sommes aussi – et d'abord – la section française de la Tendance Marxiste Internationale (marxist.com), qui est active dans une trentaine de pays. Face à la mondialisation capitaliste, les jeunes et les salariés ont plus que jamais besoin d'une Internationale révolutionnaire. Le socialisme ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale. De même, les défis écologiques ne pourront être relevés qu'au niveau mondial, dans le cadre d'une planification rationnelle des ressources.

Il est indispensable de lutter au quotidien pour nos salaires, nos droits, nos conditions de travail et d'étude, contre le racisme et les guerres impérialistes. *Révolution* participe activement à toutes ces luttes. Mais nous devons également défendre un projet de société alternatif au capitalisme. La crise de ce système remet la révolution socialiste à l'ordre du jour.

Il nous faut lutter pour la nationalisation des grands leviers de l'économie – les banques, l'industrie, la distribution, les transports, etc. – sous le contrôle démocratique des salariés. Dans le cadre d'un plan démocratique et rationnel, l'économie pourra enfin satisfaire les besoins du plus grand nombre – et non plus, comme aujourd'hui, la seule avarice des capitalistes.

Révolution sollicite la participation de tous ceux qui soutiennent son programme et son combat. Pour nous contacter, écrivez-nous à :

redaction@marxiste.org ✪

Directeur de la publication : Jérôme Métellus CPPAP : 0222G92612
Adresse : Révolution, BP 90186, 75864 Paris Cedex 18 ISSN : 2425-1984
Imprimeur : Copyrama - 6 rue de Université du Mirail 31100 Toulouse
Périodicité : mensuel - Prix : 2 euros - Abonnement : 20 euros / 10 numéros

Contre la réouverture chaotique des écoles : mobilisation !

Gaëtan P.

Depuis le début du confinement, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, n'a cessé de vanter le prétendu « succès » de la « continuité pédagogique ». A l'entendre, tout se passait au mieux pour les élèves et le personnel. Puis, le 13 avril, il a été contredit par Macron lui-même, qui a justifié la réouverture des écoles par l'aggravation constatée (et bien réelle !) des « inégalités » et du décrochage scolaire.

Improvisation totale

Si Macron a contredit Blanquer, ce n'était pas dans l'intention de lutter contre les inégalités scolaires, bien sûr, mais pour renvoyer les parents d'élèves au travail le plus vite possible. Il n'empêche : Blanquer a dû revoir sa copie. Il a alors déclaré : *« Nous avons deux semaines devant nous pour travailler à l'élaboration de ce retour, dans de bonnes conditions sanitaires, aussi bien pour les élèves que pour les adultes »*. Autrement dit, la sortie du confinement n'était pas préparée. Le 19 avril, Edouard Philippe le confirmait : le gouvernement *« travaille sur des hypothèses »*.

Deux jours plus tard, Blanquer présentait à l'Assemblée nationale une ébauche de son plan de rentrée progressive des classes. Elle doit être étalée sur trois semaines : les grandes sections de maternelle, les CP et les CM2 reprendraient à partir du 12 mai ; les 6e, 3e, premières et terminales à partir du 18 mai ; tous les autres le 25 mai. Ceci devrait se faire par classes de 15 élèves maximum en s'adaptant aux conditions locales, commune par commune, voire établissement par établissement. Au besoin, on fera appel à la technologie, avec des dispositifs de visioconférence dans les classes.

Un « plan » catastrophique

La « continuité pédagogique » à la sauce Blanquer aggrave les discriminations entre élèves. Mais le « plan » annoncé pose plus de questions qu'il n'apporte de solutions. Comment diviser les classes en deux sans embaucher massivement des enseignants ? Où les élèves des groupes supplémentaires sont-ils supposés aller, alors que les établissements sont souvent trop petits pour les accueillir dans de bonnes conditions, en temps normal ? Comment les enseignants et les parents qui travaillent feront-ils pour garder leurs enfants lorsque ceux-ci n'auront pas classe ?

A cela s'ajoute, bien sûr, la question cruciale des conditions sanitaires. Le « plan » ressemble à un scénario catastrophe, faute de réponses à de nombreuses questions : comment garantir la « distanciation sociale » dans les transports scolaires, aux entrées des établissements, dans les salles de cours, dans les couloirs, à la cantine, etc. ? Comment peut-on imaginer faire cours à des élèves de maternelle, de primaire et de collège en respectant la distance de sécurité d'un mètre ?

La pénurie de matériel sanitaire pose, elle aussi, son lot d'interrogations : les personnels et les élèves seront-ils testés ? De quelle quantité de gel hydro-alcoolique et de masques disposera l'Education nationale ? Les personnels de santé ont déjà beaucoup de difficultés à s'approvisionner en masques. On imagine difficilement comment l'Education nationale pourrait en disposer en quantité suffisante.

Toutes ces interrogations légitimes des personnels et des parents sont balayées d'un revers de la main par Blanquer, qui promet des « garanties sanitaires » – mais sans dire en quoi elles vont consister, concrètement. Sachant que le même a menti pendant des semaines, sur la situation de son administration, ce n'est pas très rassurant !

Mobilisation !

Le projet de retour à l'école, à partir du 11 mai, risque de favoriser une deuxième vague de l'épidémie. Les élèves et les personnels pourraient se contaminer mutuellement et ramener le virus dans leurs familles. Chaque établissement scolaire pourrait se transformer en foyer de contamination.

La priorité du gouvernement n'est pas de sauver des vies humaines, mais uniquement de protéger les intérêts matériels de la classe dirigeante. Il veut transformer l'école en une gigantesque « garderie nationale », de façon à renvoyer les parents au travail. La bourgeoisie a besoin de relancer sa machine à profits, et peu lui importe que les enfants (et leurs parents) soient contaminés, au passage.

Face au manque de moyens, le retour à l'école au mois de septembre serait l'option la plus raisonnable. Mais même alors, cela impliquerait une politique sérieuse de production de masques, de tests – et l'embauche massive de personnels. On est bien loin des priorités du gouvernement !

Les syndicats de l'Education nationale ne peuvent se contenter d'exiger des « garanties » qui, de toute évidence, ne seront pas réunies le 11 mai. En conséquence, ils doivent préparer la grève des personnels. Celle-ci doit avoir pour complément un boycott de la reprise des cours par les familles et les élèves. Les fédérations de parents d'élèves doivent se mobiliser dans ce sens. Et cette action doit s'inscrire dans une mobilisation interprofessionnelle, sur la base d'un programme offensif garantissant la sécurité, l'emploi et les revenus de tous les travailleurs. ✪

Reprise des chantiers : le grand marchandage – sur le dos des travailleurs

Lisa
Architecte

Du fait de l'épidémie, le secteur du BTP est frappé par un ralentissement brutal de son activité. Les entreprises du bâtiment sont confrontées aux difficultés d'approvisionnement et à l'absence cruelle de protections.

Dans un premier temps, les grandes fédérations patronales du secteur – la FFB, la FNTP et la CAPEB – ont demandé un arrêt des chantiers. Mais le gouvernement ne l'entendait pas de cette oreille. Le 19 mars, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'est dite *« scandalisée de voir qu'hier, la fédération de la CAPEB a écrit à tous les artisans en disant "Arrêtez tous les chantiers" »*. Elle a même accusé les entreprises du bâtiment d'*« abuser du dispositif de chômage partiel »*.

Chantage et grand marchandage

Ces propos scandaleux se sont traduits, dans les faits, par une restriction des autorisations de recours au chômage partiel. Dès le 19 mars, les entreprises se sont heurtées au blocage de leurs demandes par les DIRECCTE (1), qui voulaient les empêcher de fermer boutique. Dans une lettre ouverte adressée à Muriel Pénicaud, Jacques Chanut, président de la Fédération Française du Bâtiment, protestait : *« les forces de l'ordre enjoignent nos salariés de quitter les lieux, les clients refusent l'accès aux chantiers et – c'est le plus important au final – nos salariés sont légitimement inquiets pour leur santé. Impossible dans cette situation d'assurer un fonctionnement normal de nos activités. […] Le chantage exercé par les DIRECCTE auprès de nos fédérations locales depuis plusieurs jours est inqualifiable. De qui se moque-t-on ?! »*.

Cependant, ces préoccupations vertueuses des fédérations patronales du BTP n'ont pas fait long feu. Dès le 21 mars, elles se disaient prêtes à négocier avec le gouvernement les conditions de la reprise des chantiers. A la clé, un *« assouplissement »* du Code du Travail : augmentation du quota d'heures supplémentaires, utilisation forcée de jours de congés payés et de RTT – outre l'autorisation de recourir au chômage partiel. La Fédération Nationale des Travaux Publics ne perd pas le nord, expliquant qu'au sortir de l'épidémie, *« il faudra rattraper le retard, et nous aurons alors besoin de quotas plus importants d'heures supplémentaires »*.

Ces manœuvres se sont soldées, le 2 avril, par un « guide officiel » validé par le gouvernement et les fédérations du BTP. Au programme, pour « garantir » des conditions « acceptables » de sécurité : respecter les différents gestes barrière, arriver en véhicule individuel, manger seul ou à distance, se laver fréquemment les mains, limiter les contacts. Mission impossible ! Le guide pousse le cynisme jusqu'à proposer un tutoriel intitulé : *« Porter efficacement son masque dans l'atelier et sur le chantier du BTP »*. Quels masques ?!

La réalité du terrain

Le gouvernement a-t-il seulement une vague idée des conditions de travail sur un chantier ? Dans les vestiaires exigus où trône un unique banc au milieu d'une ribambelle de casiers, la promiscuité est inévitable. Ouvrir le casier, se changer, chausser les bottes de chantier, mettre le casque, fermer le casier, traverser les baraques pour aller se laver les mains dans des sanitaires parfois éloignés – le tout sans jamais croiser de près les collègues ? Cela relève de la prouesse acrobatique ! A midi, il faut se restaurer dans un réfectoire souvent bondé (pour les grands chantiers qui en sont encore pourvus), ou apporter sa gamelle qu'on réchauffe dans un four micro-ondes pris d'assaut, avant de s'installer au coude à coude autour de la table improvisée dans la salle de réunion. Sur le terrain, les compagnons doivent souvent être à deux, côte à côte, pour travailler sur un même ouvrage. Il faut être deux ou trois pour porter une charge lourde. Sans parler des échanges d'outils, visites de chantier, réunions de chantier, etc.

Alors que les masques et lunettes des entreprises du BTP ont été massivement réquisitionnés pour fournir les hôpitaux qui en sont cruellement dépourvus, comment les ouvriers sont-ils censés se protéger ? L'utilisation d'un masque est pourtant indispensable à chaque fois que les salariés sont exposés à des risques respiratoires : inhalation de poussières de bois (la deuxième cause de cancers liés au travail), de poussières d'amiantes et de gaz toxiques ; exposition aux vapeurs de solvants, etc. Si un salarié manquait à son obligation de respecter les règles de sécurité et qu'un accident se produisait, sa responsabilité pourrait être engagée. Voilà qui serait un comble !

Le gouvernement n'hésite pas à risquer la vie de millions de travailleurs. En temps de guerre, il faut de la chair à canon – ou, en l'occurrence, *« de la chair à béton »*, selon la formule d'Eric Robin, responsable de la CGT Construction dans les Alpes-Maritimes. De fait, la poursuite des chantiers tourne à la mascarade. La construction est-elle vitale à la nation, en pleine épidémie ? Non. Et donc, les travailleurs du BTP doivent pouvoir exercer leur droit de retrait – avec payement intégral des salaires ! ✪

(1) Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Confinement : explosion des violences conjugales

Thomas D.
Toulouse

Des millions de foyers se replient sur eux-mêmes à cause du confinement. Vivre cette période entouré de ses proches permet sans doute à des millions de personnes de mieux traverser cette épreuve. Mais dans le même temps, le confinement exacerbe tous les maux pesant sur la famille ou le couple et engendre des situations dramatiques.

Dans un récent rapport, l'ONU s'alarme d'une flambée des violences familiales à travers le monde. Aux Etats-Unis, en Malaisie, au Liban, en Chine, les appels liés aux violences familiales ont doublé, voire triplé. En France, le Ministère de l'Intérieur parlait d'une augmentation de 32 % des violences conjugales pendant la première semaine de confinement. Malheureusement, ces chiffres sous-estiment très certainement la réalité de la situation.

On ne peut pas faire confiance aux gouvernements pour lutter efficacement contre ces violences. Au contraire : la crise sanitaire que traverse le monde s'accompagne de nouvelles attaques envers les droits des femmes. Aux Etats-Unis, par exemple, plusieurs Etats ont déjà décidé de suspendre l'accès à l'avortement, au motif qu'il mobiliserait du personnel soignant aux dépens de la lutte contre le COVID-19. En France, les mesures prises par le gouvernement sont insuffisantes : les belles paroles de la secrétaire d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes ont le mérite de ne pas coûter un centime.

La famille sous le capitalisme

Le confinement et les souffrances qu'il entraîne sont souvent mis en avant pour expliquer la montée des violences familiales. C'est vrai dans une certaine mesure. Mais les racines du problème sont plus profondes.

Contrairement à l'image idyllique promue au cinéma, la famille actuelle n'est pas un havre de paix protégée de la violence de la société. Le chômage, la précarité, les logements insalubres ou inadaptés, la pauvreté en général et la division des tâches domestiques affectent les relations au sein de la famille « traditionnelle », entravant l'épanouissement de ses membres.

La situation économique de nombreuses femmes les maintient dans une situation de dépendance à l'égard de leur conjoint. Les logements trop petits privent d'intimité les membres du foyer et favorisent les tensions. L'absence – ou l'insuffisance – de prise en charge, par la société, du soin aux enfants et aux personnes âgées, ainsi que des tâches domestiques, reportent ces travaux sur les épaules des femmes.

Ces problèmes existaient avant le confinement. Le foyer familial était déjà le théâtre privilégié de toutes sortes de violences envers les femmes et les enfants. Avec le confinement, même les rares tâches assurées par la société ne le sont plus, et ce sont les femmes qui en font les frais. Les inégalités entre les sexes sont renforcées, ainsi que les violences qui en découlent. Des millions de femmes à travers le monde se retrouvent isolées dans leur foyer, ce qui rend encore plus difficile la possibilité de trouver de l'aide pour sortir d'une relation abusive.

Il faut davantage de moyens !

Le gouvernement a récemment annoncé vouloir multiplier les moyens permettant aux victimes de se signaler. Il est désormais possible de contacter la police par sms au 114. Des points d'écoute, tenus par des associations, se mettent en place dans les supermarchés et les pharmacies. Ces initiatives vont dans le bon sens, mais les moyens financiers, que réclamaient déjà les associations avant le confinement, ne sont toujours pas là.

De nombreuses victimes n'osent pas se manifester, car elles savent qu'elles ne seront pas accompagnées dans cette épreuve. Il faut prendre des mesures d'urgence. Des lieux d'accueil doivent être mis en place sur l'ensemble du territoire pour accueillir les femmes victimes de violences. Quand la situation l'exige, il faut pouvoir réquisitionner des chambres d'hôtel pour une durée illimitée. En fonction des situations, il faut privilégier l'éloignement de l'homme du domicile : ce n'est pas aux victimes de devoir fuir ce dernier. Une allocation d'un montant suffisant doit être attribuée aux femmes sans ressources victimes de violences. Les lieux d'écoute doivent être multipliés. Ils doivent être animés par des femmes formées sur ces questions – et rémunérées. De nombreuses associations assurent déjà ce travail : il faut leur donner les moyens financiers de le poursuivre et de se développer. Mais il faut aller encore plus loin.

Avant l'épidémie, des millions de femmes à travers le monde se sont mobilisées contre les violences sexistes, notamment lors de la journée du 8 mars. Ces mobilisations portaient un profond potentiel révolutionnaire. Aujourd'hui, ce sont bien souvent des travailleuses qui sont en première ligne dans la lutte contre le virus. Toutes ces femmes ne se satisferont pas d'un retour à une « situation normale » – avec ses bas salaires, ses violences de toutes sortes, le mépris pour les professions fortement féminisées, etc. Pour en finir avec ce monde, il faudra poser les bases d'une société dans laquelle les femmes et les hommes seront libres de réaliser tout leur potentiel, sans contrainte matérielle. Le renversement du capitalisme en sera la condition. ✪

La crise sanitaire aggrave la précarité étudiante

Charles R.
Toulouse

Lors de son allocution du 13 avril, Emmanuel Macron a annoncé l'octroi d'une aide exceptionnelle pour les familles modestes et pour les étudiants en difficulté. A la sortie du conseil des ministres du 15 avril, le gouvernement a détaillé le montant dérisoire de l'aide exceptionnelle qui sera versée le 15 mai : 150 euros (plus 100 euros par enfant) pour les 4,1 millions de foyers les plus modestes. Mais aucune mention n'a été faite de l'aide accordée aux étudiants. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons toujours pas le montant de cette allocation, ni quand elle sera versée. En attendant, la situation de nombreux étudiants – plongés dans une extrême pauvreté – devient très préoccupante.

En temps ordinaire, la situation des étudiants n'a rien d'enviable. Près de 20 % des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui en fait la catégorie de la population la plus pauvre, après les chômeurs. Les bourses accordées sur critères sociaux vont de 100 à 550 euros mensuels, et sont versées seulement pendant 10 mois. De fait, 62 % des étudiants sont exclus du système boursier ; ils ne touchent donc aucune aide de la part du CROUS. L'Etat considère que leurs parents sont en capacité de les aider financièrement, mais la majorité d'entre eux ne perçoit d'eux qu'une petite aide, voire aucune aide du tout. Cette situation pousse 46 % des étudiants à se salarier, ce qui représente d'ailleurs la première cause d'échec à l'université. C'est cette situation qui avait amené Anas K., étudiant de 22 ans, à s'immoler par le feu devant le CROUS de la ville de Lyon, le 8 novembre dernier.

Chômage et conditions de vie inhumaines

Avec le confinement, la situation s'est encore dégradée pour nombre d'étudiants. La plupart ont perdu leur activité, car ils travaillaient dans la restauration, les bars ou le baby-sitting. Ils survivent donc avec un salaire tronqué, souvent insuffisant pour vivre correctement. Mais une partie significative des étudiants salariés travaillait au noir et se retrouve donc sans aucune ressource. Encore une fois, ils ne peuvent pas compter sur l'aide de leurs parents qui sont eux-mêmes bien souvent confrontés au chômage partiel, comme 8,7 millions de Français, ou à la perte d'emploi pure et simple. De nombreux étudiants sont incapables de manger plus d'une fois par jour.

La situation dans les résidences universitaires est catastrophique. Beaucoup d'étudiants – étrangers pour la plupart – n'ont pas eu la chance de pouvoir rentrer dans leur famille. Ils ont dû se confiner dans leurs 9 m² et dans des structures qui offrent des conditions de vie déplorables. Par exemple, dans les bâtiments du CROUS de Villeneuve-d'Ascq, ou de l'Arsenal à Toulouse, les étudiants côtoient sans cesse les cafards et les punaises de lit. Les parties communes (cuisines, toilettes et douches) ne sont lavées que très rarement, ce qui est inacceptable d'ordinaire, mais devient dangereux en période d'épidémie. Les loyers des étudiants qui ont pu quitter leur logement CROUS ont été gelés, mais ceux des étudiants obligés de rester sur place sont maintenus. C'est donc encore une fois aux plus pauvres de payer !

Les étudiants hors résidence universitaire ne sont pas beaucoup mieux lotis. Vivant dans des appartements d'une taille approximative de 20 m², beaucoup disent rencontrer des difficultés psychologiques durant ce confinement.

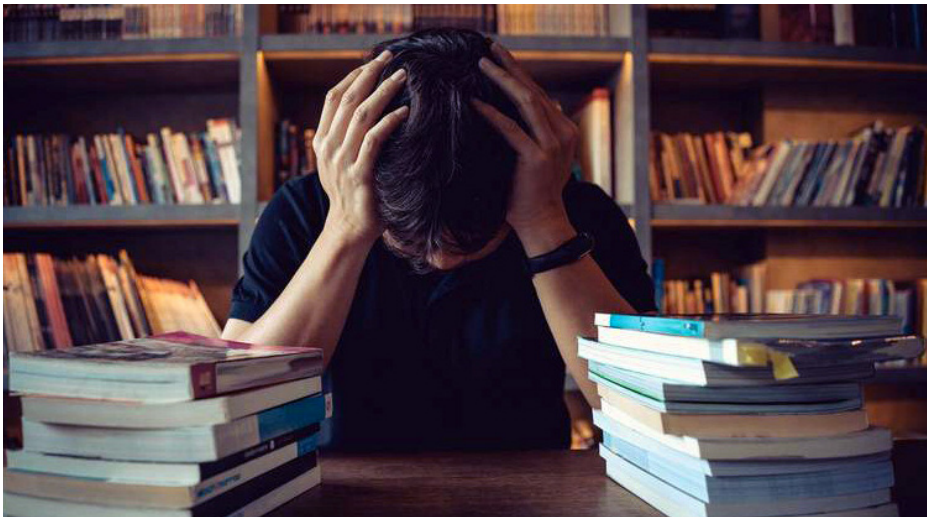
Continuité pédagogique et fracture numérique

Les universités étant fermées depuis le 16 mars et ne rouvrant qu'après l'été, les étudiants sont invités à poursuivre leur semestre en ligne, malgré les inégalités d'accès à internet et à l'informatique. Un nombre significatif d'étudiants est sorti des radars et ne suit plus aucun enseignement.

Dans les détails, les mesures prises pour la « continuité pédagogique » varient selon les universités et au sein même des universités. Certains professeurs ont mis en place des classes en ligne, quand d'autres se contentent de mettre à disposition les polycopiés de leurs cours. Mais sans les explications des professeurs, il est bien souvent difficile de comprendre correctement les notions abordées. Tout cela n'a pas empêché la plupart des universités de maintenir leurs examens, qui se tiendront en ligne dans les semaines à venir.

Les organisations syndicales étudiantes réclament l'obtention automatique du semestre, arguant qu'il est impossible, vu la situation actuelle, de garantir des conditions propices aux révisions et au passage d'examens. Le collectif « Facs et Labos en lutte » a lancé une pétition à ce sujet.

La classe dirigeante est en train de faire payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse, pendant que le CAC40 se verse 60 milliards d'euros de dividendes. Elle prévoit encore plus de coupes dans les aides sociales – et de s'attaquer fortement à nos conditions de travail. Non à notre avenir sacrifié, au chômage et à la misère ! La crise économique que nous traversons rend indispensable l'arrivée au pouvoir, le plus rapidement possible, d'un gouvernement des travailleurs, qui représentera et défendra les intérêts des travailleurs, des pauvres et de la jeunesse. ✪



La crise du Parti travailliste entre dans une nouvelle phase

Gabrielle H
Lyon

Après l'échec du Parti travailliste (*Labour*) aux élections de décembre dernier, son dirigeant Jeremy Corbyn a démissionné. En avril, le vote interne des militants, pour le remplacer, a été une défaite cinglante pour la candidate de l'aile gauche, Rebecca Long-Bailey. Keir Starmer, le candidat de la droite, l'a emporté avec près de 56 % des voix. Pour autant, cela ne signifie pas que la droite peut ramener facilement le parti à ce qu'il était avant Corbyn.

Les raisons d'une débâcle

Cette victoire de l'aile droite du parti peut s'expliquer par la campagne opportuniste de Starmer. Tout son argumentaire était basé sur l'idée de l'unité du parti et de la fin des divisions internes. Mais cela n'explique pas tout. La gauche du parti est la principale responsable de la défaite. Sa campagne a été confuse du début à la fin. Surtout, elle a été incapable de fournir une explication de l'échec aux élections législatives de décembre. Cette défaite électorale a pesé lourd dans l'élection interne. Les militants ont été démoralisés, et la droite du parti a repris confiance en elle. Elle a placé la responsabilité de l'échec sur les politiques « socialistes » de Corbyn.

En réalité, l'échec de décembre n'a pas été causé par la radicalité des positions de Corbyn, mais plutôt par ses atermoiements permanents face à la droite du parti. Alors que celle-ci sabotait sans cesse sa politique, les dirigeants de la gauche n'ont jamais osé passer à l'offensive. Par exemple, ils auraient dû permettre aux militants de choisir eux-mêmes les candidats aux élections législatives, ce qui aurait privé nombre de candidats de la droite de leur confortable fauteuil parlementaire. La cerise sur le gâteau a été la capitulation de Corbyn sur la question du Brexit. En acceptant de soutenir un deuxième référendum, il se plaçait aux côtés de toute la « bonne société » britannique, rejetée à juste titre par les électeurs. C'est cela qui a permis à Boris Johnson de l'emporter.

Keir Starmer tombe le masque

Pour se faire élire, Keir Starmer a multiplié les hommages à Corbyn et a dû promettre de maintenir certains points des programmes de 2017 et 2019 (les nationalisations, l'idée d'un « Green New Deal », etc.). Ces mesures sont en effet soutenues par 80 % des adhérents du parti.

Au-delà de ces promesses de campagne, ce sont les premiers actes de Starmer qui montrent clairement de quel côté il penche. Dès son élection, il a lancé une purge de la direction du parti pour en exclure les partisans de Corbyn – sous les applaudissements de la presse bourgeoise britannique. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, Starmer s'est aussi abstenu d'attaquer le gouvernement Johnson, alors même que celui-ci a géré la crise d'une façon calamiteuse, provoquant la colère de la population britannique. Keir Starmer s'est même dit prêt à participer à un éventuel « gouvernement d'union nationale » avec Johnson. Tout ceci l'a rendu populaire auprès de la bourgeoisie, qui tient enfin là une alternative au trop incontrôlable Boris Johnson.

Keir Starmer

L'avenir du parti travailliste

Cependant, les choses ne sont pas aussi simples. Le parti a beaucoup changé pendant que Corbyn le dirigeait. Près des trois quarts de ses 600 000 adhérents l'ont rejoint après son arrivée à la tête du parti, parce qu'ils étaient attirés par son programme radical et sa promesse d'une rupture avec les politiques d'austérité des années précédentes. Un virage à droite trop marqué, de la part de Starmer, pourrait enflammer la base du parti et pousser à la formation d'une aile gauche beaucoup plus radicale et combative qu'elle ne l'est actuellement.

Les partisans de Corbyn n'ont pas osé résister ouvertement et sérieusement à la purge menée par l'aile droite. Acculés, ils ont fini par faire fuiter un rapport interne à la direction du parti. Celui-ci prouve que la droite a sciemment saboté les deux dernières campagnes électorales du parti travailliste. La droite préférait perdre les élections plutôt que de risquer de nuire à la bourgeoisie en aidant à placer Corbyn au pouvoir.

Ces révélations et les preuves qui l'accompagnent ont provoqué la fureur de nombreux militants du parti, qui savent maintenant que l'aile droite du parti a travaillé à la victoire de Johnson. Malheureusement, les dirigeants de l'aile gauche hésitent toujours. Plutôt que de lancer une offensive contre Starmer, elle rêve d'un compromis avec lui.

C'est une complète utopie. Starmer veut défendre les intérêts de la bourgeoisie britannique, ce qui signifie placer le fardeau de la crise sur les épaules des travailleurs et de la jeunesse. Seule une politique révolutionnaire et socialiste peut l'en empêcher. C'est cette politique que défendent nos camarades de la section britannique de la TMI, qui intervient activement dans cette lutte interne au *Labour*. ✪

Aux partisans de Bernie Sanders : ne vous lamentez pas, organisez-vous !

Le 9 avril 2020
socialistrevolution.org

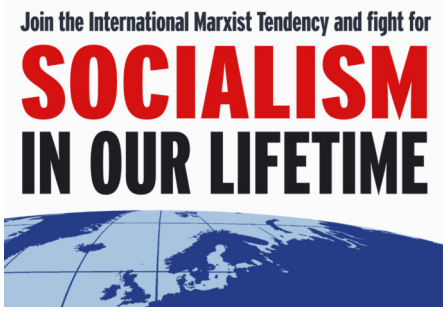
Ce texte est un appel lancé par nos camarades de Socialist Revolution*, la section américaine de la Tendance Marxiste Internationale (TMI).*

***

BERNIE Sanders a jeté l'éponge. C'est un coup dur pour les millions de personnes qui avaient placé leurs espoirs dans sa campagne – et voyaient en elle un moyen de lutter contre les milliardaires qui dirigent les Etats-Unis.

Il est facile de comprendre pourquoi tant d'Américains sont ouverts, aujourd'hui, à l'idée d'une transformation révolutionnaire de la société. Les conditions de vie et la conscience de la classe ouvrière ont été bouleversées par une série d'évènements et de facteurs : la récession de 2008-2009, la faible reprise qui l'a suivie, l'élection de Donald Trump – et désormais la crise sanitaire doublée d'une profonde récession. Dans un pays où il n'y a pas de parti ouvrier de masse, Bernie Sanders a gagné le soutien de millions de jeunes et de travailleurs qui aspirent à un changement radical.

Le programme de Sanders – sécurité sociale universelle, éducation gratuite, augmentation des salaires, etc. – a rencontré un puissant écho dans la masse de la population. Il s'est présenté comme un *« socialiste démocrate »* qui lutte pour une *« révolution politique contre la classe des milliardaires »*. Il a suscité l'enthousiasme d'innombrables personnes qui veulent un autre monde et un autre système politique. En conséquence, des millions de gens se sont lancés dans l'activité militante et se déclarent « socialistes ». Beaucoup de jeunes se disent même marxistes, voire communistes.



Malheureusement, Bernie Sanders a aussi défendu beaucoup d'idées confuses et contradictoires. Il voulait lutter contre les milliardaires et l'*establishment* politique – mais il a tenté de le faire à l'intérieur d'un grand parti de la classe dirigeante. Il a dénoncé le caractère immoral des inégalités sociales – mais il a négligé le fait que ces inégalités se sont aggravées entre 2009 et 2016, c'est-à-dire la dernière fois que les Démocrates ont occupé la Maison-Blanche.

N'oublions pas que pendant ces huit années le Vice-Président s'appelait Joe Biden. Or, après avoir été battu par l'appareil du Parti Démocrate, Bernie a déclaré : *« ensemble, tous unis, nous poursuivons le combat pour battre Donald Trump. »* En d'autres termes, il semble prêt à honorer sa promesse de soutenir le candidat des Démocrates à l'élection présidentielle (Joe Biden). C'est une grave erreur. Que Trump ou Biden remporte l'élection de novembre prochain ne changera rien de fondamental aux conditions de vie des masses. Dans les deux cas, la situation des travailleurs se détériorera – et en particulier celle des noirs, des latinos, des femmes et des jeunes.

Les contradictions du capitalisme vont pousser la jeunesse et les travailleurs à se mobiliser. Dès à présent, on assiste au début d'une riposte ouvrière sous la forme de grèves sauvages. Il y en aura de plus en plus dans les mois qui viennent. La crise poussera aussi un nombre croissant de travailleurs à rechercher une indépendance de classe sur le plan politique. Nous n'avons pas besoin de « l'unité » du Parti Démocrate ; nous avons besoin de l'unité de la classe ouvrière. Les travailleurs américains doivent avoir *leur* parti – un parti socialiste de masse, indépendant, enraciné dans les syndicats et l'ensemble de la classe ouvrière.

Lorsque le militant ouvrier Joe Hill a été exécuté par les capitalistes, en 1915, ses derniers mots à l'intention de ses partisans furent : « Ne vous lamentez pas, organisez-vous ! » C'est un excellent conseil ! Ajoutons ceci : il

est temps, pour les révolutionnaires, de réfléchir sérieusement à la meilleure façon de s'organiser et de militer.

L'activisme sans boussole mène à l'épuisement et aux désillusions. Nous avons besoin d'une stratégie et d'une tactique sérieuses, fondées sur la compréhension de l'opposition irréductible entre les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs.

Ceci dit, un parti ouvrier de masse ne pourra être construit que par des forces massives. Or, bien que le potentiel pour qu'un tel mouvement soit énorme, il n'existe pas à ce jour. Dès lors, que faire ? Nous devons commencer par développer l'embryon d'un futur parti socialiste de masse, un large réseau de socialistes révolutionnaires déterminés – dans chaque usine, bureau, campus et quartier. On doit armer ces camarades avec les idées et le programme du marxisme, les former à la connaissance de l'histoire, des méthodes, des traditions de notre classe – la classe ouvrière.

Socialist Revolution, la section américaine de la Tendance Marxiste Internationale, est déjà bien engagée dans ce travail. Nous sommes présents et actifs dans plus de 40 villes. De nouveaux groupes locaux sont en cours de formation dans d'autres villes. Mais nous avons besoin de votre aide ! Ensemble, nous pouvons en finir une fois pour toutes avec ce système décadent – et construire un monde nouveau, un monde débarrassé de la course aux profits, un monde dans lequel tous les besoins fondamentaux de l'humanité seront satisfaits.

Au nom du Comité de rédaction de *Socialist Revolution*, nous vous appelons à rejoindre la TMI et à lutter avec nous pour la victoire du socialisme. ✪

L'Afrique, la pandémie et le rôle de l'impérialisme

Ben Morken
In Defence of Marxism

La pandémie de coronavirus est un tournant de l'histoire mondiale. L'horreur et l'inefficacité du capitalisme apparaissent au grand jour, même dans les pays où les populations jouissaient jusqu'alors d'une existence plus ou moins civilisée. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, ses conséquences seront catastrophiques.

Il n'est pas difficile de prédire l'impact du Covid-19 en Afrique, où la majorité des pays n'ont pas de système de santé fonctionnel – et où des millions de personnes vivent dans des bidonvilles surpeuplés, sans accès aux soins ou à l'eau potable. Les conséquences économiques pourraient être encore plus dévastatrices que le virus lui-même, et jeter des dizaines de millions de personnes dans la famine.

Le joug colonial en Afrique et le pillage de ses ressources par les pays impérialistes sont les causes directes du sous-développement du continent. La catastrophe imminente doit être imputée aux classes dirigeantes de Paris, Londres, Bruxelles, Lisbonne, New-York et Pékin, ainsi qu'à leurs laquais sur le continent africain.

Le coronavirus en Afrique

Le virus est déjà présent en Afrique, même si ses effets restent encore difficiles à quantifier, faute de tests et d'informations en temps réel. L'Afrique du Sud, qui a le système de santé le plus avancé du continent, a produit 60 000 tests au cours des trois premières semaines de la pandémie. C'est peu en comparaison des pays capitalistes avancés, mais c'est bien plus que les autres pays africains. Durant ces mêmes trois semaines, le Nigéria (200 millions d'habitants) a mené moins de 5 000 tests, le Zimbabwe seulement 300.

De nombreux pays africains n'ont tout simplement pas les capacités de soigner des patients gravement atteints. Au Kenya, il n'y a que 130 places et 200 infirmières en soins intensifs pour 50 millions de personnes ; le Mali n'a que 37 places ; la Somalie en a 15. Enfin, 17 gouvernements ont indiqué ne disposer d'aucune unité de soins intensifs pour traiter les cas sévères de coronavirus.

Aggravation de la misère

La pandémie n'amène rien de neuf en Afrique : on y trouvait déjà les taux de mortalité les plus élevés au monde. Chaque année, des millions de personnes y meurent du VIH, de la tuberculose, de la malaria, du choléra ou même de la rougeole. La République Démocratique du Congo endure actuellement sa dixième apparition d'Ebola, qui a dévasté le pays. L'épidémie actuelle d'Ebola est la deuxième la plus grave de l'histoire du pays.

Dans les pays d'Afrique sub-saharienne, l'OMS estime que 62 % des décès sont imputables à des maladies contagieuses ou à des problèmes de nutrition, contre 23 % au niveau mondial. L'exposition à ces maladies et à la malnutrition provoque un affaiblissement du système immunitaire et de nouveaux problèmes de santé. L'impact du Covid-19 n'en sera probablement que plus grand.

En 2015, 90 % des 212 millions de cas de malaria et 92 % des 429 000 décès qu'elle provoque dans le monde se trouvaient en Afrique. Aux Etats-Unis, la diarrhée ne provoque aucun décès ; en Afrique, elle en est l'une des principales causes. Des millions de personnes y meurent chaque année de maladies qui peuvent être évitées ou soignées facilement. Mais l'accès aux médicaments est bloqué par les firmes pharmaceutiques : elles ne considèrent pas ces populations pauvres comme un marché suffisamment profitable. En outre, les conditions dans lesquelles l'impérialisme maintient l'Afrique rendent impossibles l'accès à l'eau potable, ainsi qu'à une nourriture et une hygiène correctes. En conséquence, des maladies qui ont été éliminées ailleurs continuent de tuer des millions de personnes en Afrique, chaque année. C'est dans ce contexte que le Covid-19 arrive. Il ne fera qu'aggraver la misère de la population.

Une des raisons de la lenteur apparente de la propagation du virus en Afrique est simplement le maigre volume d'échanges commerciaux internationaux – et de déplacements. Même lorsque la transmission commencera, elle pourrait s'effectuer plus lentement, car la circulation entre les villes et les villages est moins fréquente qu'ailleurs. Certains pays, comme la République centrafricaine, par exemple, n'ont pas de ligne aérienne domestique, ni de chemin de fer, ni même de réseau de bus. Mais l'épidémie pourrait n'en être que retardée. Elle pourrait durer longtemps en Afrique, bien après son élimination dans le reste du monde.

Racisme et calculs politiques

Lors d'un débat télévisé, deux scientifiques français (Camille Locht, directeur de recherche à l'INSERM, et Jean-Paul Mira, chef de l'unité de soins intensifs de l'hôpital Cochin de Paris) ont expliqué que l'Afrique serait le lieu idéal pour tester un nouveau vaccin contre le coronavirus : *« Si je peux être provocateur, est-ce qu'on ne devrait pas faire cette étude en Afrique, où il n'y a*

pas de masques, pas de traitement, pas de réanimation, un peu comme c'est fait d'ailleurs sur certaines études avec le sida. Ou chez les prostituées : on essaie des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées. »

Ces propos ont déclenché indignation et colère en Afrique. Loin d'être une « erreur » de médecins isolés, ils sont la continuation de l'ignoble histoire des expérimentations médicales aux résultats dévastateurs réalisées en Afrique par les pays impérialistes, pendant des décennies.

Dans les années 1990, l'entreprise Pfizer a ainsi testé le médicament *Trovanin* sur des enfants nigérians, de façon complètement illégale et sans le consentement des familles. Ces essais ont provoqué la mort de 11 enfants, et ont causé des dommages irréversibles chez beaucoup d'autres. Ce comportement criminel a ensuite provoqué une augmentation des cas d'autres maladies, comme la polio, car beaucoup de familles et de riverains ont refusé de se faire vacciner, de peur de servir à nouveau de cobayes. On pourrait multiplier ce genre d'exemples. Plutôt que d'aider les peuples d'Afrique contre le Covid-19, les classes dirigeantes des pays impérialistes envisagent de s'en servir comme cobayes.

Il n'y a pas non plus d'aide à attendre sur le plan économique. Le directeur de la Banque Mondiale a ainsi suggéré que la dette des pays les plus pauvres pourrait être suspendue, à condition qu'ils mettent en œuvre des politiques de privatisation et de déréglementation. Ironiquement, alors que les pays impérialistes font appel massivement à l'intervention de l'Etat face à la crise, ils continuent à imposer les affres du « libre marché » aux pays les moins développés !

Une lutte contre l'impérialisme

La lutte contre le coronavirus en Afrique doit être une lutte contre l'impérialisme. Les ravages que la domination impérialiste a causés sur le continent l'ont laissé encore plus vulnérable.

Lors de la crise économique de 1974, de nombreux pays africains ont été appauvris. Le FMI et la Banque Mondiale leur ont imposé leurs « programmes d'ajustement structurel », pour le seul profit des multinationales.

Au cours des quatre dernières décennies, ces programmes ont fortement réduit les possibilités de dépenses publiques de ces pays, notamment pour des services de « luxe » comme la santé. En échange de prêts, ces pays ont été contraints de mettre en œuvre des mesures d'austérité et des privatisations à grande échelle. Ils se sont retrouvés coincés dans le piège de la dette et n'en sortiront pas tant que le capitalisme sera en place.

Le FMI et la Banque Mondiale imposent souvent des plafonds sur les dépenses publiques, forçant les gouvernements à couper dans le secteur de la santé. Les faibles salaires ainsi que l'absence de sécurité de l'emploi poussent les soignants à émigrer. Le FMI soutient également le « retrait de l'Etat » des systèmes de soins, c'est-à-dire leur privatisation au profit d'entités contrôlées par les impérialistes. Dans de nombreux cas, les services de santé sont administrés par des ONG occidentales et des organisations d'« aide » internationale. Ce qui est décrit comme de l'« aide » pour l'Afrique est en réalité partie intégrale des processus impérialistes.

Des conséquences dévastatrices

L'épidémie de choléra de 2008 au Zimbabwe est un exemple des conséquences dévastatrices de ces programmes impérialistes. Le choléra est l'une des maladies infectieuses les plus redoutées en Afrique. Il s'agit d'une infection bactérienne aiguë de l'intestin, causée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par certaines souches de la bactérie *vibrio cholerae*. Si la personne n'est pas soignée, le taux de mortalité peut atteindre 50 %.

Cette épidémie a commencé dans les bidonvilles surpeuplés de Chitungwiza, près de Harare, avant de se répandre dans les zones semi-urbaines et rurales du Zimbabwe, puis de franchir les frontières des pays voisins. En 10 mois, elle a infecté plus de 98 000 personnes et en a tué des milliers. Ce fut l'épidémie de choléra la plus mortelle et la plus étendue de l'histoire du continent.

Son déclenchement est une conséquence directe du programme d'ajustement structurel du FMI mis en œuvre dans les années 1990. Ces réformes économiques ont causé une hausse du chômage. Les bidonvilles de Harare ont enflé démesurément et sont devenus de plus en plus insalubres. Le système d'approvisionnement en eau s'est effondré et, avec lui, l'hygiène de base. Conséquence des coupes budgétaires, le système de santé avait été fragilisé et s'est purement et simplement effondré sous le coup de l'épidémie. Cela a permis à la maladie de se propager de manière incontrôlée pendant dix mois. Une deuxième vague d'infections a ensuite duré jusqu'en juin 2011.

Révolution socialiste !

La domination écrasante de l'impérialisme entraîne une exploitation accrue des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et rend les pandémies, les guerres et les famines inévitables. Des quantités astronomiques de richesses sont transférées de ces pays vers les puissances impérialistes. La domination de l'impérialisme est aujourd'hui encore plus grande que par le passé.

La seule façon de sortir du cauchemar que vivent 1,2 milliard d'africains est de lutter contre l'impérialisme. Mais cette lutte est inséparable de la lutte contre le capitalisme dans son ensemble. Il doit être renversé par une révolution socialiste. Cette tâche repose sur les épaules de la classe ouvrière. La bourgeoisie africaine, faible et dégénérée, est en effet dépendante des capitaux étrangers et de l'impérialisme.

Le prolétariat peut tout à fait être victorieux dans un pays africain et y commencer la transformation socialiste de la société. Mais il ne lui sera possible de la mener à bien qu'en étendant la révolution aux pays capitalistes avancés. La crise actuelle du capitalisme crée des conditions favorables à l'extension de la révolution partout dans le monde. En fin de compte, la victoire finale sur l'impérialisme ne peut avoir lieu qu'avec le renversement du capitalisme dans les pays impérialistes. ✪

Marxisme et révisionnisme

V.I. Lénine

Cet article de Lénine a été publié pour la première fois en octobre 1908.

Un adage bien connu dit que si les axiomes géométriques heurtaient les intérêts des hommes, on essaierait certainement de les réfuter. Les théories des sciences naturelles, qui heurtaient les vieux préjugés de la théologie, ont suscité et suscitent encore une lutte forcenée. Rien d'étonnant si la doctrine de Marx, qui sert directement à éclairer et à organiser la classe avancée de la société moderne, indique les tâches de cette classe et démontre que – par suite du développement économique – le régime actuel sera inévitablement remplacé par un nouvel ordre de choses, rien d'étonnant si cette doctrine a dû conquérir de haute lutte chaque pas fait sur le chemin de la vie.

Inutile de parler de la science et de la philosophie bourgeoises, enseignées scolastiquement par des professeurs officiels pour abêtir la jeune génération des classes possédantes et la « dresser » contre les ennemis du dedans et du dehors. Cette science-là ne veut même pas entendre parler du marxisme, qu'elle proclame réfuté et anéanti. Jeunes érudits, qui se font une carrière à réfuter le socialisme, et vieillards décrépits, gardiens du legs de tous les « systèmes » surannés possibles, attaquent Marx avec un zèle égal. Le progrès du marxisme, la propagation et l'affirmation de ses idées dans la classe ouvrière rendent nécessairement plus fréquentes et plus aiguës ces attaques de la bourgeoisie contre le marxisme qui, après chaque « exécution » par la science officielle, devient plus ferme, plus trempé et plus vivant que jamais.

La lutte pour l'hégémonie du marxisme

Mais, même parmi les doctrines rattachées à la lutte de la classe ouvrière et répandues principalement dans le prolétariat, le marxisme est bien loin d'avoir, d'emblée, affermi sa position. Dans les cinquante premières années de son existence (depuis les années 40 du XIX^{e} siècle), le marxisme combattit les théories qui lui étaient foncièrement hostiles. De 1840 à 1845, Marx et Engels règlent leur compte aux jeunes hégéliens radicaux, qui professaient le point de vue de l'idéalisme philosophique. Vers 1850, la lutte s'engage dans le domaine des doctrines économiques, contre le proudhonisme. Les années 1850-1860 achèvent cette lutte : critique des partis et des doctrines qui se manifestèrent pendant la tourmente de 1848. De 1860 à 1870, la lutte passe du domaine de la théorie générale dans un domaine plus proche du mouvement ouvrier proprement dit : le bakouninisme est chassé de l'Internationale. Au début de la décade 1870-1880, en Allemagne, le proudhonien Muehlberger se met momentanément en avant ; vers 1880, c'est le tour du positiviste Dühring. Mais cette fois, l'influence que l'un et l'autre exercent sur le prolétariat est tout à fait insignifiante. Dès lors, le marxisme l'emporte indéniablement sur toutes les autres idéologies du mouvement ouvrier.

Marx et Engels

Aux environs de 1890, cette victoire, dans ses lignes générales, est un fait accompli. Même dans les pays latins, où les traditions proudhoniennes se sont maintenues le plus longtemps, les partis ouvriers édifient en fait leur programme et leur tactique sur la base marxiste. L'organisation internationale du mouvement ouvrier, ressuscitée sous forme de congrès internationaux périodiques, se place d'emblée et presque sans lutte, dans toutes les questions essentielles, sur le terrain du marxisme. Mais lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé, mais la lutte continuait. Et le second demi-siècle d'existence du marxisme commence (après 1890) par la lutte du courant anti-marxiste au sein du marxisme.

L'ancien marxiste orthodoxe Bernstein, qui fit le plus de bruit et donna l'expression la plus complète des rectifications apportées à Marx, de la révision de Marx, du révisionnisme, a donné son nom à ce courant. Même en Russie où, naturellement – par suite du retard économique du pays et de la prédominance de la population paysanne écrasée sous les survivances du servage – le socialisme non marxiste se maintint plus longtemps qu'ailleurs, même en Russie il dégénère manifestement, à vue d'œil, en révisionnisme. Dans la question agraire (programme de municipalisation des terres) comme dans les questions générales de programme et de tactique, nos socialistes-populistes remplacent de plus en plus par des « amendements » à Marx les restes – en voie de dépérir, de disparaître – de leur système caduc, mais cohérent à sa manière, et foncièrement hostile au marxisme.

Le socialisme pré-marxiste est battu. Il poursuit la lutte, non plus sur son terrain propre, mais sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme. Voyons donc quelle est la substance idéologique du révisionnisme.

La philosophie révisionniste

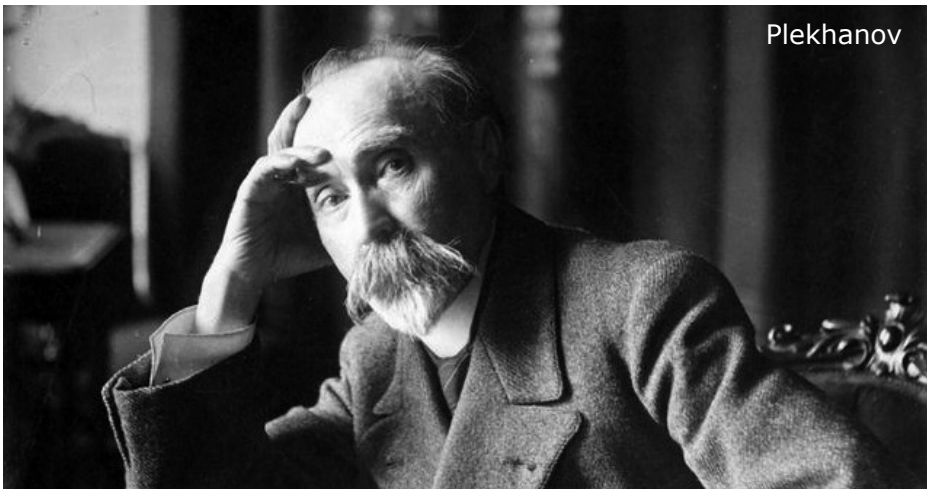
En matière de philosophie, le révisionnisme marchait à la remorque de la « science » professorale bourgeoise. Les professeurs « revenaient à Kant » – et le révisionnisme se traînait derrière les néokantiens. Les professeurs reprenaient les platitudes mille fois ressas-

sées par les curés contre le matérialisme philosophique – et les révisionnistes, souriant avec condescendance, bafouillaient que le matérialisme est depuis longtemps « réfuté ». Les professeurs traitaient Hegel en « chien crevé » et, prêchant eux-mêmes l'idéalisme, un idéalisme mille fois plus mesquin et plus plat que celui de Hegel, haussaient les épaules d'un air de mépris à propos de la dialectique – et les révisionnistes allaient s'embourber derrière eux dans le marais de l'avilissement philosophique de la science, en remplaçant la dialectique « subtile » (et révolutionnaire) par une « évolution simple » (et de tout repos). Les professeurs gagnaient leurs appointements officiels en accommodant leurs systèmes idéalistes et « critiques » à la « philosophie » médiévale en vogue (c'est-à-dire à la théologie) – et les révisionnistes de se ranger auprès d'eux, s'efforçant de faire de la religion une « affaire privée », non pas à l'égard de l'Etat contemporain, mais à l'égard du parti de la classe avancée.

Inutile de parler du véritable sens social qu'avaient ces « amendements » à Marx : la chose est claire par elle-même. Constatons seulement que, dans la social-démocratie internationale, Plekhanov fut le seul marxiste qui, du point de vue du matérialisme dialectique conséquent, ait fait la critique des incroyables platitudes débitées ici par les révisionnistes. Cela, il est d'autant plus nécessaire de le souligner avec force que, de nos jours, des tentatives foncièrement erronées sont accomplies pour faire passer le vieux fatras d'une philosophie réactionnaire sous le couvert d'une critique de l'opportunisme tactique de Plekhanov.

L'économie politique

En matière d'économie politique, notons avant tout que les « amendements » des révisionnistes furent beaucoup plus variés et circonstanciés ; on s'efforça d'agir sur le public par les « récentes données du développement économique ». On prétendit que la concentration de la production et l'évincement de la petite production par la grande ne s'observaient pas du tout dans l'agriculture, et que dans le commerce et l'industrie ils ne s'effectuaient qu'avec une extrême lenteur. On prétendit que les crises se faisaient plus rares aujourd'hui, plus faibles, et que vraisemblablement les cartels et les trusts permettraient au Capital de les supprimer tout à fait. On prétendit que la « théorie de la faillite » vers laquelle s'acheminait le capitalisme était inconsistante, les antagonismes de classe ayant tendance à s'émousser, à


Plekhanov

s'atténuer. On prétendit enfin qu'il serait bon de corriger aussi la théorie de la valeur de Marx d'après Böhm-Bawerk.

La lutte contre les révisionnistes, dans ces questions, eut sur la pensée théorique du socialisme international une influence aussi féconde que la polémique d'Engels avec Dühring vingt ans plus tôt. Les arguments des révisionnistes furent examinés, faits et chiffres en main. Il fut démontré que les révisionnistes s'attachaient systématiquement à peindre en rose la situation de la petite production moderne. Des données irréfutables attestent la supériorité technique et commerciale de la grosse production sur la petite, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Mais dans cette dernière la production marchande est beaucoup moins développée ; les statisticiens et les économistes contemporains ne savent guère, ordinairement, faire valoir les branches spéciales (parfois même les opérations) de l'agriculture, qui traduisent l'intégration progressive de celle-ci dans le système d'échanges de l'économie mondiale. Sur les ruines de l'économie naturelle, la petite production se maintient au prix d'une sous-alimentation de plus en plus accentuée, d'une famine chronique, de l'allongement de la journée de travail, d'une baisse de la qualité du bétail et de son entretien, bref avec les mêmes moyens par lesquels la production artisanale tint tête à la manufacture capitaliste.

Chaque pas fait en avant par la science et la technique sape inéluctablement, inexorablement, la base de la petite production dans la société capitaliste. La tâche de la science économique socialiste est donc d'analyser ce processus dans toutes ses formes, souvent complexes et enchevêtrées ; de démontrer au petit producteur l'impossibilité pour lui de se maintenir en régime capitaliste, la situation sans issue de l'économie paysanne sous le capitalisme, la nécessité pour le paysan d'embrasser le point de vue du prolétaire. Dans cette question, les révisionnistes péchaient, sous le rapport scientifique, par une généralisation superficielle de faits pris tendancieusement en dehors de leur liaison avec l'ensemble du régime capitaliste ; et sous le rapport politique, ils péchaient parce qu'ils appelaient ou poussaient inévitablement, qu'ils le voulussent ou non, le paysan à embrasser le point de vue du propriétaire (c'est-à-dire le point de vue de la bourgeoisie), au lieu de lui faire adopter le point de vue du prolétariat révolutionnaire.

Plus de crises ?

Les choses allaient encore plus mal pour le révisionnisme en ce qui concerne la théorie des crises et la théorie de la faillite. Ce n'est que pendant un laps de temps très court que seuls les moins clairvoyants pouvaient songer à une refonte des principes de la doctrine de Marx, sous l'influence de quelques années d'essor et de prospérité industriels. La réalité ne tarda pas à montrer aux révisionnistes que l'époque des crises n'était pas révolue : la crise succédait à la prospérité. Les formes, la succession, la physionomie de certaines crises s'étaient modifiées ; mais les crises demeuraient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste. Les cartels et les trusts, en unifiant la production, aggravaient en même temps aux yeux de tous l'anarchie de la production, aggravaient les dures conditions d'existence du prolétariat et l'oppression du Capital ; ils envenimaient ainsi, à un degré inconnu jusque-là, les antagonismes de classe. Les formidables trusts modernes, précisément, ont démontré d'une façon saisissante et en de vastes proportions que le capitalisme allait vers la faillite, tant au point de vue des différentes crises politiques et économiques qu'au point de vue de l'effondrement total de l'ordre capitaliste.

Suite page 14

Suite de la page 13

La récente crise financière en Amérique, l'aggravation effroyable du chômage dans toute l'Europe, sans parler de la crise industrielle imminente qu'annoncent de nombreux symptômes, ont abouti à ceci que les récentes « théories » des révisionnistes sont oubliées de tous, voire, paraît-il, de beaucoup de révisionnistes eux-mêmes. Seulement, il ne faut pas oublier les leçons que la classe ouvrière a tirées de cette instabilité d'intellectuels.

En ce qui concerne la théorie de la valeur, il suffit de dire que, hormis les soupirs et les allusions très voilées, à l'exemple de Böhm-Bawerk, les révisionnistes n'ont absolument rien donné ici et n'ont, par conséquent, laissé aucune trace dans le développement de la pensée scientifique.

Le renoncement à la lutte des classes

En matière politique, le révisionnisme a tenté de réviser en fait le principe fondamental du marxisme : la théorie de la lutte des classes. La liberté politique, la démocratie, le suffrage universel privent de tout terrain la lutte de classe – nous a-t-on affirmé – et démentent le vieux principe du *Manifeste du Parti communiste* : les ouvriers n'ont pas de patrie. Dès l'instant où, dans la démocratie, c'est la « volonté de la majorité » qui domine, on ne saurait, paraît-il, ni envisager l'Etat comme un organisme de domination de classe, ni refuser les alliances avec la bourgeoisie progressiste, social-réformatrice, contre les réactionnaires.

Il est incontestable que ces objections des révisionnistes se résumaient dans un système de conceptions assez cohérent, à savoir : de conceptions bourgeoises libérales connues de longue date. Les libéraux ont toujours prétendu que le parlementarisme bourgeois supprimait les classes et les divisions en classes, puisque tous les citoyens sans distinction bénéficiaient du droit de vote, du droit de participation à la chose publique.

Toute l'histoire européenne de la seconde moitié du XIX^{e} siècle, toute l'histoire de la Révolution russe du début du XX^{e} siècle, montrent à l'évidence combien ces conceptions sont absurdes. Avec la liberté du capitalisme « démocratique », les distinctions économiques, loin de se relâcher, s'intensifient et s'aggravent. Loin de faire disparaître, le parlementarisme dévoile l'essence des républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme organes d'oppression de classe. Aidant à éclairer et organiser des masses de la population infiniment plus grandes que celles qui, autrefois, participaient activement aux événements politiques, le parlementarisme prépare ainsi, non la suppression des crises et des révolutions politiques, mais une aggravation maximum de la guerre civile pendant ces révolutions. Les événements de Paris, au printemps de 1871, et ceux de Russie, en hiver 1905, ont montré, de toute évidence, que cette aggravation se produit inévitablement.

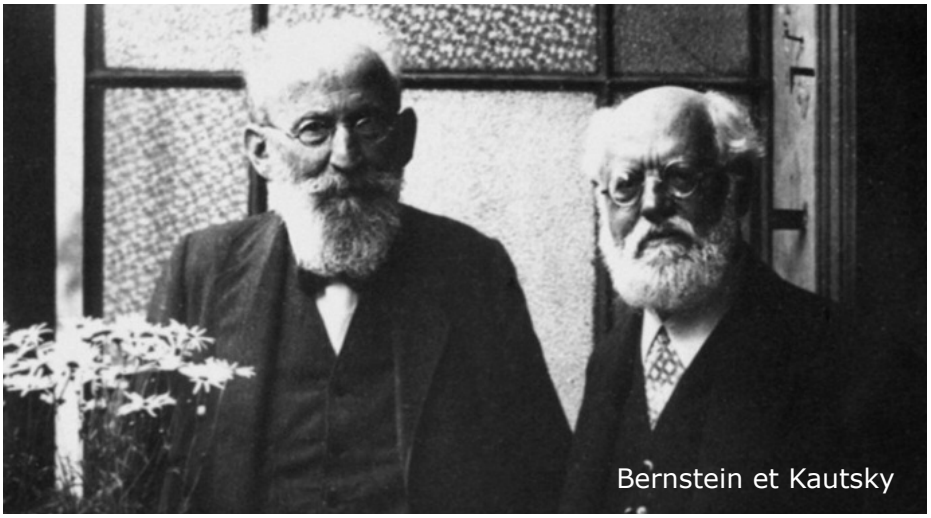
La bourgeoisie française, pour écraser le mouvement prolétarien, n'a pas hésité une seconde à passer un marché avec l'ennemi de la nation, avec l'armée étrangère qui venait de ruiner sa patrie. (1)

Quiconque ne comprend pas l'inéluctable dialectique intérieure du parlementarisme et du démocratisme bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit encore plus tranchée qu'autrefois, par la violence exercée contre les masses, ne saura jamais faire sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces « conflits ». L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en Occident, avec le réformisme libéral (les cadets) dans la révolution russe, a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison. Le millerandisme français (2) – l'expérience la plus considérable en matière d'application de la tactique politique révisionniste sur une grande échelle, à une échelle vraiment nationale – a donné du révisionnisme une appréciation pratique que le prolétariat du monde entier n'oubliera jamais.

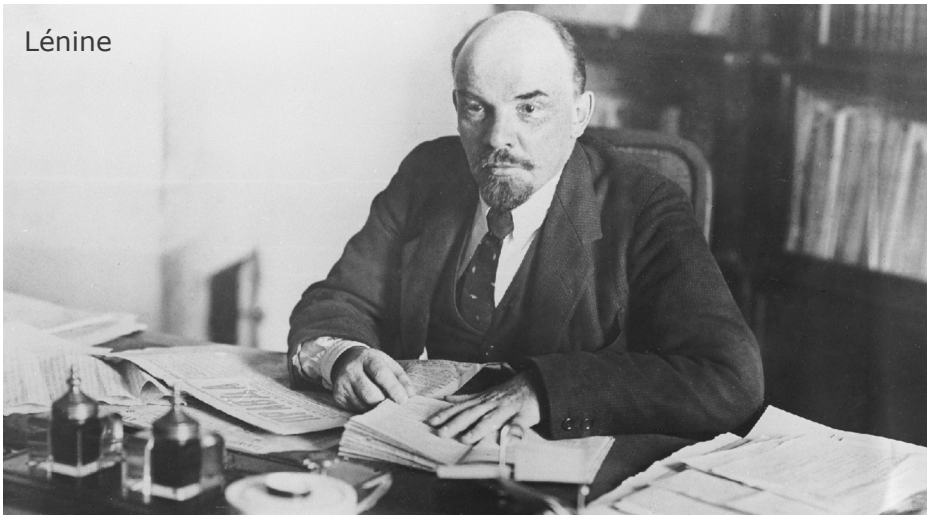
Le complément naturel des tendances économiques et politiques du révisionnisme a été son attitude à l'égard du but final du mouvement socialiste. Le mot ailé de Bernstein : « Le but final n'est rien, le mouvement est tout », traduit la nature du révisionnisme mieux que quantité de longues dissertations. Définir sa conduite d'une situation à l'autre, s'adapter aux événements du jour, aux changements des menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure : telle est la politique révisionniste. Et de l'essence même de cette politique découle ce fait évident qu'elle peut varier ses formes à l'infini, et que chaque question un peu « nouvelle », chaque changement un peu inattendu ou imprévu des événements – ce changement dût-il, à un degré infime et pour le plus court délai, modifier la ligne essentielle du développement – engendreront, inévitablement et toujours, telles ou telles variétés du révisionnisme.

Les racines sociales du révisionnisme

Ce qui rend le révisionnisme inévitable, ce sont les racines sociales qu'il a dans la société moderne. Le révisionnisme est un phénomène international. Pour tout socialiste un peu averti et pensant, il ne saurait y avoir le moindre doute que les rapports entre les orthodoxes et les bernsteiniens, en Allemagne ; entre les guesdistes et les jauressistes (aujourd'hui les broussistes surtout), en France ; entre la Fédération social-démocrate et le Parti ouvrier indépendant en Angleterre ; entre de Brouckère et Vandervelde en Belgique ; entre les intégralistes et les réformistes en Italie ; entre les bolcheviks et les menchéviks en Russie – sont au fond



Bernstein et Kautsky


Lénine

partout de même nature, en dépit de l'immense diversité des conditions nationales et des facteurs historiques dans l'état actuel de tous ces pays. La « division » au sein du socialisme international contemporain s'opère, en fait, dès aujourd'hui, suivant la *même* ligne dans les divers pays du monde, attestant par là un grand pas en avant, en comparaison de ce qui se passait il y a trente ou quarante ans : alors, dans les divers pays, des tendances dissemblables s'affrontaient au sein d'un socialisme international unique. Même le « révisionnisme de gauche », qui apparaît aujourd'hui dans les pays latins comme un « syndicalisme révolutionnaire », s'adapte lui aussi au marxisme en le « corrigeant » : Labriola en Italie, Lagardelle en France, en appellent à tout moment de Marx mal compris à Marx bien compris.

Nous ne pouvons pas nous attarder ici à l'analyse de la substance idéologique de *ce* révisionnisme, qui est encore loin de s'être développé comme le révisionnisme opportuniste, ne s'est pas internationalisé et n'a pratiquement soutenu aucune bataille importante avec le parti socialiste d'aucun pays. Nous nous bornerons donc au « révisionnisme de droite », esquissé plus haut.

Qu'est-ce qui rend le révisionnisme inévitable dans la société capitaliste ? Pourquoi est-il plus profond que les particularités nationales et les degrés de développement du capitalisme ? Mais parce que, dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouvent toujours les larges couches de la petite bourgeoisie, des petits patrons. La petite production a engendré et continue d'engendrer constamment le capitalisme. Celui-ci crée inéluctablement de nouvelles « couches moyennes » (appendice de la fabrique, travail à domicile, petits ateliers disséminés dans tout le pays, en raison des nécessités de la grosse industrie, par exemple du cycle et de l'automobile, etc.).

Ces nouveaux petits producteurs sont eux aussi inéluctablement rejetés dans les rangs du prolétariat. Dès lors, il est parfaitement naturel que les conceptions petites-bourgeoises pénètrent encore et encore dans les rangs des grands partis ouvriers. Dès lors, il est parfaitement naturel qu'il doive en être et qu'il en sera toujours ainsi jusqu'aux péripéties mêmes de la révolution prolétarienne. Car ce serait une grave erreur de croire que pour que cette révolution s'accomplisse, une prolétarisation « intégrale » de la majorité de la population soit nécessaire. Ce que nous traversons aujourd'hui, le plus souvent dans l'ordre des idées seulement : discussions au sujet des amendements théoriques à Marx ; ce qui, à l'heure présente, ne se manifeste dans la pratique que pour certaines questions particulières du mouvement ouvrier – comme les divergences tactiques avec les révisionnistes et les scissions qui se produisent sur ce terrain –, la classe ouvrière aura nécessairement à le subir dans des proportions incomparablement plus vastes, lorsque la révolution prolétarienne aura aiguisé toutes les questions litigieuses, concentré toutes les divergences sur des points d'une importance immédiate pour la détermination de la conduite des masses, nous aura obligés, dans le feu de la lutte, à séparer les ennemis des amis, à rejeter les mauvais alliés pour porter à l'ennemi des coups décisifs.

La lutte idéologique du marxisme révolutionnaire contre le révisionnisme, à la fin du XIX[e] siècle, n'est que le prélude des grands combats révolutionnaires du prolétariat en marche vers la victoire totale de sa cause, en dépit de toutes les hésitations et faiblesses des éléments petits-bourgeois. ✪

1) Allusion aux accords passés entre le gouvernement français et le gouvernement prussien pour écraser la Commune de Paris, en 1871.

2) « Millerandisme » : courant opportuniste dont le nom vient d'Alexandre Millerand, un dirigeant « socialiste » qui fut ministre d'un gouvernement bourgeois entre 1899 et 1902.

L'Etat et la révolution

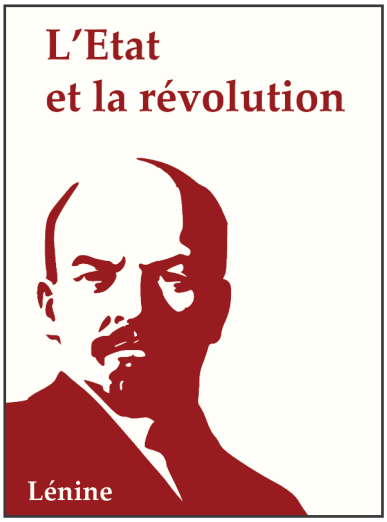
Les idéologues du système capitaliste présentent l'Etat comme une institution neutre se tenant au-dessus de la société et incarnant l'intérêt général. L'Etat serait une sorte d'entité supra-historique, voire « sacrée ».

Le marxisme déchire ce voile mystique et souligne le caractère de classe de tout Etat. Il y a des milliers d'années, la dissolution du communisme primitif et l'émergence des classes sociales ont déterminé l'apparition des premières formes d'Etat. En dernière analyse, l'Etat est l'instrument de domination des classes dirigeantes sur les classes opprimées.

Le marxisme analyse le rôle de l'Etat au cours de l'histoire, mais il explique également sa nécessaire « extinction » sous le socialisme.

Dans *L'Etat et la révolution*, écrit en août 1917, Lénine étudie en détail cette question. ✪

Commandez ce livre sur :
marxiste.org/marche-rouge
6 euros (plus frais de port)



RÉVOLUTION
Tendance Marxiste Internationale
marxiste.org
RevolutionTMI
redaction@marxiste.org

Non à la réquisition des migrants dans le secteur agricole !

Diana C.
Paris

La pandémie du Covid-19 a provoqué une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur agricole. Pour y faire face, la préfecture de Seine-et-Marne a trouvé la solution : une forme de « réquisition » de migrants, contraints au travail agricole.

Le communiqué préfectoral – *Main d'œuvre saisonnière, les réfugiés en renfort* – a été émis le 30 mars dernier. Il explique que l'Etat s'appuie désormais sur les gestionnaires des hébergements d'urgence des demandeurs d'asile, dans le département, pour *« faciliter la mise en relation entre les réfugiés et les professionnels agricoles »*. Dans ce cadre, le préfet de Seine-et-Marne souhaite accélérer ce recours, en imposant aux personnels institutionnels et associatifs de leur indiquer des *« volontaires »* parmi ces migrants, pour *« contribuer à des travaux de plantations et de récoltes »* dans son département.

Pistolet sur la tempe

Le soi-disant « volontariat » promu par le préfet est une forme insupportable de chantage, car les réfugiés et demandeurs d'asile se trouvent dans une situation extrêmement précaire et incertaine. Les réfugiés qui acceptent ces « offres d'emploi » y sont contraints, car ils sont extrêmement dépendants de l'Etat. Une partie de ces migrants sont des demandeurs d'asile. Ils attendent donc une régularisation administrative : l'acquisition du statut de réfugié.

L'Etat considère les migrants comme des individus de seconde catégorie, utilisables et jetables à volonté. Ils devront donc sacrifier leur santé et leur vie pour garantir la continuité de la production de leur pays d'accueil. L'Etat met les migrants dans une situation insupportable : ils devront choisir entre la perspective d'acquérir le statut de réfugié et la possibilité de protéger leur santé. Certains ont « choisi » de mettre leur vie en péril : dès le 30 mars, la préfecture comptabilisait 56 réfugiés « volontaires » pour travailler dans les zones agricoles.

L'instrumentalisation des migrants

Cette mesure odieuse n'est pas isolée. Ce type d'initiatives prend place dans un contexte de politiques anti-migratoires, partout en Europe. Elles mettent en évidence le caractère inhumain de l'Etat bourgeois. Tant qu'il restera entre les mains de la bourgeoisie, l'Etat le plus « démocratique » n'hésitera pas à sacrifier les vies des plus fragiles afin d'assurer les profits des capitalistes français.

Alors que s'annonce une crise mondiale du capitalisme d'une ampleur inédite, la classe dirigeante française commence par sacrifier la vie des plus précaires. Mais elle s'attaquera ensuite à d'autres catégories de la population, avec les mêmes méthodes.

Sous le socialisme, la production des services essentiels sera le fruit d'une planification harmonieuse – et non de la réquisition de quasi-esclaves. Dans l'immédiat, nous devons réclamer la régularisation de tous les sans-papiers, rendue d'autant plus nécessaire par la crise sanitaire et sociale. Les travailleurs français et étrangers doivent s'unir et lutter ensemble contre leur ennemi commun, pour ne plus mourir pour les profits des capitalistes !

Abonnez-vous à *Révolution* !

Nom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Téléphone : .....

Email : .....

☐ **Je veux m'abonner au journal *Révolution* pour 10 numéros**

☐ **20€ prix normal**

☐ **30€ prix solidarité**

à partir du numéro ☐☐

☐ **Je veux adhérer à Révolution**

Je joins un don de ..... € pour le fond de lutte de Révolution.
Total joint : ..... €

Merci de faire vos chèques à l'ordre de «Révolution».

A renvoyer à : Révolution - BP 90186 - 75864 Paris Cedex 18